



ADAPEI 49

**Association départementale de parents
et amis de personnes handicapées mentales**

126 rue Saint Léonard - BP 71857

49018 ANGERS CEDEX 01

Rapport complémentaire au rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Laurent DEBREE

Expert-Comptable
Commissaire aux comptes

Association ADAPEI 49

Rapport complémentaire au rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association ADAPEI 49,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons un rapport complémentaire à notre rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, émis le 5 juin 2026, dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder au contrôle du rapport financier, celui-ci n'ayant pas été établi dans les délais prévus par la loi.

Ce dernier nous ayant été communiqué en date du 9 juin 2026, nous avons procédé conformément aux textes légaux et réglementaires, à son contrôle.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Ecoflant, le 11 juin 2026
Le Commissaire aux comptes

BDO Atlantique
représentée par Laurent DEBREE
Associé

DocuSigned by:

5F74A53A935C44B...



ADAPEI 49

**Association départementale de parents
et amis de personnes handicapées mentales**

126 rue Saint Léonard - BP 71857
49018 ANGERS CEDEX 01

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Laurent DEBREE

Expert-Comptable
Commissaire aux comptes

Association ADAPEI 49

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association ADAPEI 49,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADAPEI 49 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note Changement de méthode de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application :

- du règlement ANC N° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- ainsi que du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018,

applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 ; ainsi que les incidences de la première application de ces règlements.

Nous attirons également votre attention sur la note Principes par poste de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'évaluation des engagements retraites selon la méthode dite « du corridor ».

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et méthodes comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes utilisées et plus particulièrement la comptabilisation des ressources en termes de séparation des exercices et de rattachement des charges aux produits. Nous avons également vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessous et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation du coût d'entrée des immobilisations ainsi que les modalités d'amortissement de ces immobilisations dans le paragraphe intitulé « Analyses détaillées par poste - Immobilisations / amortissements ».

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des provisions pour congés payés dans le paragraphe intitulé « Dérogation aux principes et/ou changement de méthodes ».

Estimation comptable

Votre association a constitué une provision pour engagement de retraite telle que décrite dans les règles et méthodes comptables de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation de cette provision s'est fondée sur une estimation indépendante comparée avec celle de votre association.

5. Vérifications spécifiques

Le rapport moral et financier ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'article R.612-2 alinéa 2 du code de commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

En application de la loi, nous vous signalons que le non-établissement du rapport moral et financier constitue une violation des dispositions de l'article R.612-2 du code de commerce.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ecouflant, le 5 juin 2026
Le Commissaire aux comptes

BDO Atlantique
représentée par Laurent DEBRÉE
Associé

DocuSigned by:
 DEBRÉE Laurent
5F74A53A935C44B...

Association ADAPEI 49

**Bilan, compte de résultat et annexe
au 31 décembre 2025**

Bilan

Dossier : 9990 - Conso ADAPEI 49 - Période de : 01/2025 à 12/2025

ACTIF	Brut 2025	Amortissement 2025	Net 2025	Net 2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	655 740	595 233	60 508	81 161
Autres immobilisations incorporelles	169 294	74 216	95 078	121 957
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	726 617	8 377	718 240	719 968
Constructions	14 910 693	9 284 985	5 625 708	5 847 396
Installations techniques, matériel et outillage industriel	9 898 469	8 184 058	1 714 411	1 723 202
Autres immobilisations corporelles	21 073 763	15 138 043	5 935 720	6 053 013
Immobilisations corporelles en cours	30 172		30 172	19 750
Avances et acomptes				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	405 096		405 096	388 300
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	822 900		822 900	728 201
Autres immobilisations financières	203 727	16 000	187 727	195 581
TOTAL I	48 896 470	33 300 911	15 595 559	15 878 531
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	869 773		869 773	869 554
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 750 981	189 955	6 561 027	5 048 800
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	4 502 854		4 502 854	4 514 316
Charges constatées d'avance	405 564		405 564	440 671
Valeurs mobilières de placement	3 063 075	113 053	2 950 021	3 008 420
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 434 167		5 434 167	6 575 089
TOTAL II	21 026 414	303 008	20 723 406	20 456 850
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	69 922 885	33 603 919	36 318 965	36 335 382

(2) Dont créances à moins d'un an : 11 863 126€ (en valeur brute)

Bilan

Dossier : 9990 - Conso ADAPEI 49 - Période de : 01/2025 à 12/2025

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	3 578 097	3 578 097
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	8 994 545	8 436 979
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	8 994 545	8 436 979
Autres réserves		
Report à nouveau (1)	2 492 001	3 221 397
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	3 487 590	2 884 545
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-141 996	1 205 951
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-853 593	-853 593
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>		-15 505
Excédent ou déficit de l'exercice (2)	1 398 117	-168 697
Situation nette (sous-total)	16 462 761	15 067 777
Subventions d'investissement	1 911 390	1 973 424
Provisions réglementées	236 581	246 681
TOTAL I	18 610 731	17 287 881
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 094 321	2 705 247
TOTAL II	2 094 321	2 705 247
PROVISIONS		
Provisions pour risques	3 147 074	3 205 702
Provisions pour charges		
TOTAL III	3 147 074	3 205 702
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (4)	3 766 161	4 244 983
Emprunts et dettes financières diverses (5)	20 294	20 534
Avances et acomptes reçus sur commande		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 523 359	2 260 855
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	5 916 281	6 281 413
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 995	2 995
Autres dettes	237 750	262 818
Produits constatés d'avance		62 955
TOTAL IV	12 466 840	13 136 552
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	36 318 965	36 335 382

(1) Dont sous contrôle de tiers financeurs : -1 669 154€

(2) Dont sous contrôle de tiers financeurs -279 2571, résultat de gestion propre +612 177€ et impact des écritures de consolidation +1 065 512€

(4) Dont Soldes créditeurs de banque : 0€

(4) Emprunts (hors intérêts courus) : 3 756 064€ dont à moins d'un an : 477 435€ et dont à plus d'un an : 3 278 629€

(5) Caution reçue : 20 294€

Compte de résultat

Dossier : 9990 - Conso ADAPEI 49 - Période de : 01/2025 à 12/2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	37 157	46 635
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	4 249 230	3 886 710
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	12 584 281	12 987 233
<i>Dont parrainages</i>	327 198	308 975
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	37 636 883	44 604 272
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	36 809 822	35 726 518
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 105 384	542 762
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corporelles	22 027	
Utilisations des fonds dédiés	1 030 998	588 889
Autres produits	8 539 558	-39 769
TOTAL I	65 205 518	62 616 732
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	28 297	32 432
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 980 522	1 110 275
Variation de stock	-5 554	-65 691
Autres achats et charges externes	13 726 259	14 560 921
Aides financières	7 301	18 904
Impôts, taxes et versements assimilés	2 482 818	2 539 124
Salaires	30 774 133	31 010 537
Cotisations sociales	10 870 955	10 865 194
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 118 246	2 628 636
Dotations aux provisions	1 098 928	
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées	2 919	
Report en fonds dédiés	420 073	752 137
Autres Charges	524 518	207 952
TOTAL II	64 029 415	63 660 421
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 176 103	-1 043 688

Compte de résultat

Dossier : 9990 - Conso ADAPEI 49 - Période de : 01/2025 à 12/2025

	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	16 691	16 269
Autres intérêts et produits assimilés	192 332	109 407
Reprises sur dépréciations et provisions	35 891	57 335
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	244 914	183 011
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	139 796	137 243
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	139 796	137 243
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	105 118	45 768
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	1 281 221	-997 920
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels	151 089	973 407
TOTAL V	151 089	973 407
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles	5 038	128 691
TOTAL VI	5 038	128 691
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	146 051	844 716
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	29 155	15 493
Total des produits (I+III+V)	65 601 521	63 773 150
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	64 203 403	63 941 847
EXCEDENT OU DEFICIT	1 398 117	-168 697

ANNEXE

PRESENTATION DE L'ENTITE

A. Objet social

Association créée le 5 juillet 1959, l'Adapei 49 se revendique comme une association de parents, militante et gestionnaire dans le champ du handicap.

L'Adapei 49 a pour but la protection et la promotion de la personne en situation de handicap. Elle a pour mission :

- ⇒ d'accompagner les personnes handicapées tout au long de leur vie et leurs familles ;
- ⇒ de défendre leurs droits à l'éducation, au travail, aux loisirs, à une vie autonome ;
- ⇒ de militer pour une société inclusive, solidaire et respectueuse des différences.

L'Adapei 49 s'inscrit dans le mouvement parental national par son adhésion à l'Unapei. Sa zone d'intervention territoriale s'étend prioritairement sur l'ensemble du département de Maine et Loire.

B. Gestion propre et gestion contrôlée

Les établissements gérés par l'Adapei 49 appartiennent à deux catégories.

La gestion propre regroupe les Entreprises Adaptées, Adapei Formation, l'Habitat inclusif, le dispositif d'emploi accompagné (DEACC 49), le pôle d'appui et de ressources handicap (PARH 49), le Siège, auxquels s'ajoutent les instances associatives que sont la Vie associative et les Comités Locaux. Les résultats de ces différentes comptabilités sont présentés à l'Assemblée Générale et un vote doit permettre leur affectation.

La gestion contrôlée regroupe les IME, les SESSAD, les Foyers d'Hébergement, les SAVS, les Foyers de Vie et SAJE (Service d'Accueil de Jour Externalisé), le FAM, le SAMSAH.

A compter de 2021, ESCA'L (service de sports, vacances, culture et loisirs) est intégré à la gestion contrôlée car le périmètre des activités sports et loisirs est soumis au contrôle du Conseil Départemental du Maine et Loire et ce dispositif fait partie des établissements et services recensés dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (2021-2026).

Depuis l'ERRD 2023, la section commerciale des ESAT (BAPC) fait partie intégrante de l'ERRD et est soumis au contrôle des autorités de tarification.

Les résultats des comptabilités de ces établissements sont présentés à l'Assemblée Générale mais ne nécessitent pas de décision quant à leur affectation du fait du contrôle obligatoire par les autorités de tarification.

C. Modalités de financement des établissements en gestion contrôlée

Pour les établissements sous CPOM, l'Adapei 49 perçoit une dotation globale de financement mensuelle basée sur le budget exécutoire arrêté par le financeur, sans connexion directe avec l'activité réalisée.

Pour les établissements relevant du Conseil Départemental (Foyers, SAMSAH, SAVS), le mode de financement était exclusivement basé sur la facturation des journées réalisées jusqu'au 31 mai 2013. A compter du 1^{er} juin 2013, ce mode de facturation s'applique uniquement aux usagers relevant des départements autres que le Maine et Loire, tandis qu'un système de « Prix de journée globalisé » a été mis en place par le Conseil Départemental du Maine et Loire au titre de ses usagers, et réside en le versement d'une dotation mensuelle basée sur le budget exécutoire retenu.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

A. Ouvertures / Fermetures / Evolution de l'association

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) en vigueur pour le pôle IME / SESSAD / FAM (partie Soins) et pour les ESAT a été signé le 10 avril 2014 au titre de la période avril 2014 – avril 2019. Ce contrat d'objectifs et de moyens couvre l'ensemble des 18 établissements et services suivants : 6 IME, 5 SESSAD, 5 ESAT, 1 FAM, 1 SAMSAH, et intègre l'autorisation de frais de siège pour la même période (avril 2014 à avril 2019), le taux de frais de siège restant inchangé (3,57% des charges brutes ou de la valeur ajoutée selon la nature des établissements).

Un avenant de prorogation en date du 15/07/2020 prévoit la reconduction de l'ensemble des dispositions du CPOM jusqu'à la signature effective du nouveau CPOM.

Un nouveau CPOM a été signé le 12 juillet 2021 et couvre la période de 5 ans août 2021 – août 2026. Ce CPOM est tripartite et comprend :

- ⇒ les 16 établissements et services relevant de l'ARS (6 IME, 5 SESSAD, 5 ESAT),
- ⇒ les 7 établissements et services relevant du Conseil Départemental (3 FH, 2 FV, 2 SAVS),
- ⇒ les 2 établissements et services à financement mixte (SAMSAH + FAM)
- ⇒ et ESCA'L, service de sport, loisirs et vacances adaptés.

Ce nouveau CPOM prévoit l'autorisation de frais de siège pour la même période (août 2021 à août 2026), le taux de frais de siège restant inchangé (3,57% des charges brutes ou de la valeur ajoutée selon la nature des établissements).

Au cours de l'année 2020, de nouveaux dispositifs avaient été déployés : un dispositif d'emploi accompagné (DEACC 49), le Pôle d'Appui et de Ressources Handicap (PARH 49) et un service d'Habitat inclusif.

En 2021, l'association a connu un développement à travers les situations suivantes :

- ⇒ l'ESAT et le SAVS de l'Argerie ont fait l'objet d'un transfert d'agrément et de reprise de gestion de l'ARPEP Pays de la Loire vers l'Adapei 49 au 1^{er} juillet 2021 ;
- ⇒ la reprise de l'EA Arceau (Vyv3) devenue EA Verrières-en-Anjou a été effective au 1^{er} janvier 2021 ;
- ⇒ la création de SAJE (Service d'accompagnement de jour externalisé) au 1^{er} juin 2021.



En 2022, l'association a créé une Equipe d'Appui aux Assistants Familiaux et a poursuivi le développement de l'Equipe Mobile de Soins (EMS) devenue Equipe Mobile d'Appui Ressource en Santé (EMARS).

L'année 2023 s'inscrit dans la continuité, sans évolution du périmètre de l'association.

En 2024, un second habitat inclusif a fait l'objet d'une ouverture à Saumur début mars 2024.

En 2025, un pôle d'appui à la scolarité a été créé au 1^{er} août et le SAMSAH a fait l'objet d'une extension de 20 places à compter du 1^{er} novembre. Le PCPE situations complexes et le PCPE de coordination (gestion de listes d'attente) ont vu leur financement se pérenniser.

B. Evènements postérieurs à la clôture

Suite à l'appel à candidature du Conseil départemental de Maine-et-Loire et de l'ARS des Pays de la Loire ayant pour objet la transformation et le développement de l'offre d'accompagnement des personnes en situation de handicap, nos propositions suivantes ont été retenues :

- ⇒ création de 20 places de SAMSAH (extension faite au 1^{er} novembre 2025)
- ⇒ création de 7 places en FAM sur le site de la Longue Chauvière
- ⇒ transformation des foyers d'hébergement en centres habitat

La notification budgétaire et le calendrier de déploiement restent à définir.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

A. Changement de méthode

Les présents comptes ont été arrêtés en application du Plan Comptable Général, règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2022-06 et le règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2023-03.

Cette 1^{ère} application a entraîné des modifications de présentation des comptes annuels, notamment par la suppression des transferts de charges et la nouvelle définition du résultat exceptionnel.

Ainsi, les éléments habituellement inscrits par nature en résultat exceptionnel sont limités aux seuls enregistrements liés à des opérations fiscales, des changements de méthodes ou des corrections d'erreurs, ainsi qu'aux charges et produits directement liés à un événement majeur et inhabituel.

Ci-dessous, les impacts sur les comptes 2025 du changement de présentation :

	ANC 2014	ANC 2022	Ecart	Commentaire
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Concours publics	45 833 519	37 636 883	8 196 636	Les aides aux postes comptabilisés en compte #747 sont désormais comptabilisés en compte #758
Autres produits	342 922	8 539 558	-8 196 636	
Produits de cession d'immos		22 027	-22 027	Les PCEA auparavant comptabilisés en #775 sont désormais comptabilisés en #7572
VNC		2 919	-2 919	Les VNC auparavant comptabilisés en #675 sont désormais comptabilisés en #652
QP subvention		161 189	-161 189	Les QP auparavant comptabilisés en #777 sont désormais comptabilisés en #747
			-186 135	
RESULTAT EXCEPTIONNEL				
Produits exceptionnels	334 305	151 089	183 216	
Charges exceptionnelles	7 957	5 038	2 919	
			186 135	
Total changement de méthode			0	

L'Adapei 49 suit également les spécificités du secteur sanitaire et social prévues dans le plan comptable des établissements et services sociaux et médico-sociaux privés M22bis et par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019.

B. Principes par poste

Les méthodes comptables utilisées en 2025 sont les mêmes que celles utilisées en 2024, ceci dans l'hypothèse de la continuité de l'activité. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les plus ou moins-values de cessions sont inscrites dans les comptabilités des établissements sur les sections d'investissement, avec toutes les conséquences budgétaires qui en découlent.

Les emprunts sont portés sur les comptabilités des établissements concernés.

Du fait de l'existence de convention de fusion de comptes bancaires auprès de 3 banques, les comptes bancaires de chacune de ces 3 banques ont fait l'objet d'une compensation de façon à présenter le solde fusionné de l'ensemble des comptes à partir du 31/12/2023.

Au 31/12/2025, concernant les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite, nous avons appliqué la méthode dite « du corridor » qui consiste à amortir les impacts de la variation des taux d'actualisation supérieurs à 10% de l'engagement à la clôture précédente, sur la durée d'activité moyenne résiduelle attendue des salariés.

C. Dérogation aux principes

Il est comptabilisé dans les comptes consolidés une provision pour dépréciation des Valeurs Mobilières de Placement au titre d'une moins-value latente vieille de plusieurs années. Cette provision pour dépréciation s'élève à 113 053€ au 31 décembre 2025, contre un solde de 148 944€ au 31 décembre 2024, la différence se traduisant par la comptabilisation d'une reprise de provision (produit financier net) de 35 890€ dans le compte de résultat 2025.

Les provisions pour indemnités de départ à la retraite sont partiellement constituées au sein des établissements sous financement du Conseil Départemental. La partie non financée est comptabilisée au niveau de la consolidation.

En 2025, une reprise de provision pour indemnité de départ à la retraite a été comptabilisée pour 477 525€ suite au diagnostic financier avec l'ARS et pour 58 977€ suite à l'écart de taux du contrat « Indemnités de fin de carrière » souscrit.

A partir de 2021, pour les établissements sous contrôle de tiers financeurs, les variations de provisions pour congés payés ont été comptabilisées dans la consolidation. Suite au diagnostic financier avec les financeurs, il a été convenu de comptabiliser à partir de 2025 les variations de provisions de congés payés au sein des comptabilités des établissements conformément. Cela conduit à une reprise de provision dans la consolidation 493 119€.

ANALYSES DETAILLEES PAR POSTE

A. Immobilisations / amortissements

Pour les amortissements, la méthode linéaire au prorata temporis reste inchangée.

L'application de la partie des normes IFRS introduite dans le droit comptable français a été réalisée (méthode dite des « composants »). Ces normes ne concernent que l'immobilier.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

⇒ Constructions	décomposition IFRS
• Gros œuvre	65 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction neuve sur une durée de 40 ans
• Façade / étanchéité	10 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction neuve sur une durée de 30 ans
	10 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction d'occasion sur une durée de 20 ans
• Installations Techniques	15 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction neuve sur une durée de 20 ans
	15 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction d'occasion sur une durée de 15 ans
• Agencements	10 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction neuve sur une durée de 15 ans
• Honoraires d'architecte associés	30 ans
⇒ Matériel	5 à 7 ans selon la nature
⇒ Mobilier	7 ans
⇒ Matériel informatique	3 ans
⇒ Agencements installations	10 à 20 ans selon la nature
⇒ Matériel de transport	5 à 7 ans

N.B : pour le matériel dans les structures de Travail Adapté, les durées d'amortissement sont modulées en fonction des durées d'utilisation, parfois très courtes (par exemple : matériel Espaces Verts).

De même, en cas d'acquisition d'un bien d'occasion, la durée d'amortissement est ajustée en fonction de l'espérance de vie résiduelle du bien concerné.

TABEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES AU 31 DECEMBRE 2025 (CONSOLIDE)

	VALEUR BRUTE AU 01/01/2025	ACQUISITIONS 2025	SORTIES 2025	VALEUR BRUTE AU 31/12/2025	AMORTISSEMENTS AU 01/01/2025	DOTATIONS 2025	REPRISES 2025	AMORTISSEMENTS AU 31/12/2025	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12/2025
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	836 982	2 326	14 274	825 034	633 863	49 859	14 274	669 449	155 586
TERRAINS	726 617	0	0	726 617	6 648	1 728	0	8 377	718 240
CONSTRUCTIONS	14 814 319	100 630	4 255	14 910 693	8 871 641	330 585	4 255	9 197 971	5 712 722
MATERIEL	9 688 237	582 606	372 374	9 898 469	7 966 193	587 659	368 979	8 184 873	1 713 596
MOBILIER	2 145 300	25 230	121 424	2 049 107	1 995 843	49 824	121 046	1 924 621	124 485
AGENCEMENTS	14 450 652	500 163	197 374	14 753 441	9 650 896	657 484	194 585	10 113 795	4 639 646
MATERIEL DE TRANSPORT	3 551 323	307 755	88 591	3 770 486	2 522 851	292 016	62 653	2 752 214	1 018 272
MATERIEL BUREAU / INFORMATIQUE	33 271	0	0	33 271	20 094	344	0	20 438	12 833
MATERIEL FINANCE PAR TAXE D'APPRENTISSAGE	388 708	110 305	31 555	467 457	325 399	32 317	31 555	326 161	141 297
TOTAL	46 635 408	1 629 014	829 846	47 434 576	31 993 429	2 001 816	797 348	33 197 898	14 236 678

Le solde des **immobilisations en cours** s'élève par ailleurs à **30 172€** au 31 décembre 2025.

La provision pour dépréciation des constructions d'un montant de 87 014€ correspond à la différence entre la valeur d'usage et la valeur nette comptable de l'internat Trémur à l'actif du bilan de l'IME Europe au 31/12/2025.

B. Fonds propres

Les fonds propres comprennent les fonds associatifs, les différents types de réserves, le report à nouveau des résultats des exercices précédents, le résultat de l'exercice ainsi que les subventions d'investissement et les provisions réglementées.

Le tableau suivant présente la variation entre 2024 et 2025 des fonds propres après consolidation.

Nature	31/12/2024	Affectation résultat 2024	Réaffectation / Augmentation	Diminution	31/12/2025
Fonds associatifs	3 578 097				3 578 097
Réserve de trésorerie	712 039		-54 534		657 505
<i>dont Réserve de trésorerie sous gestion contrôlée</i>	<i>712 039</i>		<i>-54 534</i>		<i>657 505</i>
Réserve d'investissement	4 628 682				4 628 682
<i>dont Réserve d'investissement sous gestion contrôlée</i>	<i>4 628 682</i>				<i>4 628 682</i>
Réserve de compensation des charges d'exploitation	1 464 805	-581 064	926 298		1 810 038
<i>dont Réserve de compensation des déficits d'exploitation sous gestion contrôlée</i>	<i>1 328 238</i>	<i>-581 064</i>	<i>926 298</i>		<i>1 673 471</i>
Réserve de compensation des charges d'amortissement	1 631 453		270 000	-3 133	1 898 320
<i>dont Réserve de compensation des charges d'amort. sous gestion contrôlée</i>	<i>1 631 453</i>		<i>270 000</i>	<i>-3 133</i>	<i>1 898 320</i>
Report à nouveau	3 221 397	412 368	-1 141 764		2 492 001
<i>dont Report à nouveau sous gestion contrôlée</i>	<i>-399 228</i>	<i>-128 161</i>	<i>-1 141 764</i>		<i>-1 669 154</i>
Sous-total	15 236 473	-168 697		-3 133	15 064 644
Résultat de l'exercice	-168 697	168 697		1 398 117	1 398 117
<i>dont Résultat sous gestion contrôlée</i>	<i>-709 226</i>	<i>709 226</i>		<i>-279 571</i>	<i>-279 571</i>
SITUATION NETTE	15 067 777			1 394 984	16 462 761
Subventions d'investissement	1 973 424		99 155	-161 189	1 911 390
Réserves des PV nettes d'actif	246 681			-10 100	236 581
TOTAL	17 287 881		99 155	1 223 695	18 610 731

Les fonds propres consolidés de l'Adapei 49 ont augmenté de 1 322 850€ entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025, cette variation s'expliquant d'une part par le résultat excédentaire réalisé en 2025 (1 398 117€), par des variations sur les subventions (nouvelles subventions 99 155€ et reprises de subventions -161 189€), par une reprise de provision réglementée (-10 100€) et une reprise de résultats antérieurs (-3 133€).

C. Provisions pour risques et charges

Le tableau ci-après met en évidence les variations des provisions pour risques et charges, ainsi que des fonds dédiés, entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025.

Nature	Solde au 31/12/2024	Dotations (+)	Reprises (-)	Solde au 31/12/2025
Provisions pour engagement retraite & risques salaires	3 205 702	1 098 928	1 157 556	3 147 074

Suite aux départs de salariés ayant fait valoir leurs droits à la retraite en 2025, une reprise de provision pour indemnités de départ en retraite a été effectuée pour 293 635€.

La variation à la hausse du contrat d'indemnité de fin de carrière a conduit à une reprise de la provision pour indemnité de départ à la retraite de 58 977€.

Suite aux mouvements des salariés en 2025 et à l'actualisation de leurs droits au 31/12/2025, la provision pour indemnités de départ en retraite a été dotée pour 452 466€ et reprise pour 106 310€ se ventilant de la façon suivante :

- ⇒ sur les Entreprises Adaptées : 133 657€
- ⇒ sur les ESAT : 19 789€
- ⇒ dans les autres dossiers en gestion propre : 11 902€
- ⇒ dans les dossiers en gestion contrôlée : 180 808€.

Une provision pour risque de non-paiement par l'Etat de la contribution au plan de formation des travailleurs en situation de handicap en ESAT a été reprise pour 52 172€.

D. Fonds dédiés

Le tableau ci-après détaille les fonds dédiés et leurs variations entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025.

Libellé	Solde 31/12/2024	Dotations 2025	Reprises 2025	Solde 31/12/2025
Fonds dédiés au renouvellement des immobilisations	508 187		31 139	477 048
Fonds dédiés à l'investissement PPI	385 398	263 442	78 088	570 752
Formations CAA et TSA	90 000			90 000
Formations ESAT	6 720		6 720	-
Formations pôle IME/SESSAD	80 000		80 000	-
Evolution de l'offre médico-sociale	242 560			242 560
DASE	398 500		398 500	-
EAAF	153 800		153 800	-
EMARS	134 204		3 490	130 714
RAPT / PCPE	160 000		9 410	150 590
Renfort situations complexes	64 110	53 063	46 330	70 843
Mesures Attractivité Salariale	66 051		66 051	-
Défi polyhandicap	4 452			4 452
CNR séjours ASE	10 436	880	596	10 720
Habitat inclusif	28 240			28 240
Communauté 360	113 359		2 730	110 628
Parcours complexe en santé mentale AMI Psy	3 681	3 705	7 386	-
Schéma Directeur Immobilier	-	94 465	60 983	33 482
Fonds dédiés sur subventions	187 550		72 520	115 030
Fonds dédiés sur dons	26 079			26 079
Fonds dédiés projets innovants	15 191	4 517		19 708
Formations OPCO AKTO	26 729		13 254	13 474
TOTAL	2 705 247	420 073	1 030 998	2 094 321

E. Créances et dettes

Ce tableau permet de visualiser la situation des créances et dettes au 31 décembre 2025, ainsi que leur ventilation par échéance.

Etat des échéances des créances et des dettes								
Créances (a)	Montant brut 31/12/2025	Échéances		Dettes (b)	Montant brut 31/12/2025	Échéances		
		à 1 an au +	à + d'1 an			à 1 an au +	à + d'1 an	à + de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (1)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (1)				
Prêts (1)	822 900		822 900	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	3 766 161	487 532	1 656 676	1 621 953
Autres immobilisations financières	203 727	203 727		Emprunts et dettes financières divers (1)	20 294		20 294	
Créances de l'actif circulant :				Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 523 359	2 523 359		
Créances clients et comptes rattachés	6 750 981	6 750 981		Personnel et comptes rattachés	3 188 270	3 188 270		
Autres créances clients				Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 890 136	1 890 136		
Personnel et comptes rattachés	2 858	2 858		Etat et autres collectivités publiques	837 875	837 875		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	292 834	292 834		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 995	2 995		
Etat et autres collectivités publiques	182 654	182 654		Autres dettes	237 750	237 750		
Autres créances	4 024 508	4 024 508		Produits constatés d'avance				
Charges constatées d'avance	405 564	405 564						
TOTAL	12 686 026	11 863 126	822 900	TOTAL	12 466 840	9 167 917	1 676 971	1 621 953
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	122 199			(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Montant des prêts récupérés en cours d'exercice				(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	476 978			

F. Emprunts

Les emprunts en cours pour l'ensemble des établissements de l'association sont présentés dans le tableau ci-après. Le capital restant dû aux organismes bancaires s'élève à **3 756 064€** au 31 décembre 2025.

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 31/12/2025						
ETABLISSEMENT / OBJET	MONTANT	- d'1 an	1 à 5 ans	5 ans et +	CRD 31/12/2025	DUREE
IME CLAIRVAL Extension	350 000	14 000	56 000	73 500	143 500	25 ANS 01/10/2010 01/10/2035
FOYER BELLE BEILLE Extension & Rénovation du Foyer	190 000	10 349	46 400	0	56 749	25 ANS 25/11/2005 25/11/2030
FOYER BELLE BEILLE Extension & Rénovation du Foyer	200 000	10 000	35 000	0	45 000	20 ANS 26/04/2010 26/04/2030
FOYER MAISON DES PINS Extension salle à manger et agencement salle de réunion	150 000	10 000	40 000	30 834	80 834	15 ANS 04/12/2018 04/12/2033
ADAPEI 49 – SIEGE SOCIAL Achat Siège Angers	632 500	27 444	109 774	6 861	144 079	25 ANS 28/09/2005 28/09/2030
IME BORDAGE FONTAINE Construction SEHA	1 400 000	46 970	187 880	399 245	634 095	30 ANS 15/05/2009 15/05/2039
IME BORDAGE FONTAINE Achat locaux IME	950 000	38 000	152 000	76 000	266 000	25 ANS 20/12/2007 20/12/2032
EA CHOLET Achat bâtiment industriel	920 000	36 800	147 200	193 200	377 200	25 ANS 29/03/2011 29/03/2036
ADAPEI 49 - ASSOCIATION Achat maison de Sorges pour le compte de la MECS L'Eclaircie	330 000	16 500	66 000	8 250	90 750	20 ANS 05/06/2011 05/06/2031
EA CHOLET Agencements du bâtiment industriel	220 912	15 235	0	0	15 235	14,5 ANS 27/06/2012 27/12/2026
IME EUROPE Construction du bâtiment de la SEHA	1 100 000	25 235	100 938	182 951	309 124	25 ANS 10/01/2013 10/01/2038
EA LA POMMERAYE Agencements du bâtiment pour mise en service de la blanchisserie industrielle	360 000	24 000	36 000	0	60 000	15 ANS 30/04/2013 30/04/2028

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 31/12/2025

ETABLISSEMENT / OBJET	MONTANT	- d'1 an	1 à 5 ans	5 ans et +	CRD 31/12/2025	DUREE
FOYER MAISON DES PINS Levée d'option d'achat du bâtiment principal suite à crédit-bail	70 000	4 667	9 333	0	14 000	15 ANS 04/11/2013 04/11/2028
FOYER MAISON DES PINS Extension de la cuisine et terrassement des chemins extérieurs (accessibilité)	135 000	9 000	27 000	0	36 000	15 ANS 24/12/2014 24/12/2029
EA CHOLET Construction et agencements de la cuisine centrale	1 100 000	75 862	189 655	0	265 517	15 ANS 10/06/2014 10/06/2029
IME EUROPE Reconstruction et agencements du bâtiment principal	900 000	50 000	200 000	275 000	525 000	18 ANS 01/10/2017 01/10/2035
IME EUROPE Acquisition internat TREMUR Mûrs-Erigné	350 000	23 333	93 333	99 167	215 833	15 ANS 05/05/2020 05/05/2035
ADAPEI 49 - ASSOCIATION Acquisition et agencements de locaux destinés à regrouper les services Choletais	800 000	40 041	160 162	276 946	477 148	20 ANS 01/12/2017 01/12/2037
TOTAL	10 158 412	477 435	1 656 676	1 621 953	3 756 064	

L'ensemble des emprunts est garanti par des suretés réelles (hypothèques, nantissement de placements financiers).

G. Autres Créances (comptes courants d'associés, produits à recevoir et débiteurs divers)

Les autres créances présentent un solde total de 3 956 857€ au 31 décembre 2025, et se ventilent pour l'essentiel de la façon suivante :

Nature	Montant	Commentaire
C/C Adapei 49 - SCI Le Pigeonnier	3 765 065	3 765 065€ au titre du compte courant d'associé avec la SCI Le Pigeonnier, sans autre créance relative aux frais de siège et à la refacturation d'investissements à cette même SCI
C/C Adapei 49 - SCI F Montgolfier	146 577	146 577€ au titre du compte courant avec la SCI Les Frères Montgolfier, sans autre créance relative aux frais de siège facturés à cette même SCI
Produits à recevoir	42 440	39 229€ subvention CAF pour le financement de l'accueil de loisirs
Autres créances diverses	2 774	
Total	3 956 857	

H. Produits à recevoir et charges à payer

Les produits à recevoir sont constitués de :

Nature	Montant	Commentaire
Fournisseur avoirs à recevoir	67 651	60 600€ avoir à recevoir lié à une remise gracieuse suite à une fuite d'eau
Clients factures à établir	507 319	357 960€ au titre des marchés en cours d'Adapei Formation 82 290€ concenent les métaux issus du démantèlement informatique 35 502€ au titre d'une convention de mise à disposition d'un poste de la Communauté 360 (2024-2025) 28 409€ dans le cadre des contrats d'entretien espaces verts
Org. Sociaux produits à recevoir	292 834	265 201€ d'indemnités journalières de Sécurité sociale à recevoir 19 408€ à recevoir des OPCO au titre des formations engagées
Total	867 805	

Les charges à payer sont composées de la manière suivante :

Nature	Montant	Commentaire
Fourn. factures non parvenues	561 147	
Personnel provision congés payés	2 772 758	
Personnel charges à payer	392 051	120 489€ indemnité de précarité sur CDD en cours 116 888€ intéressement EA 81 441€ intéressement ESAT 73 233€ autres droits à payer
Org. sociaux charges à payer	23 377	23 377€ charges sociales sur intéressement
Indemnité journalières prévoyance	57 653	
Total	3 806 985	

I. Résultat exceptionnel

Les charges exceptionnelles comprennent les dotations aux amortissements exceptionnelles de biens mis au rebut pour 5 034€.

Les produits exceptionnels comprennent les éléments suivants :

Nature	Montant	Commentaire
Rep. prov. régl. PV net actif immo	10 100	10100€ reprise de provision sur PV nette d'actif immobilisé
Rep. prov. exceptionnelles	132 722	41130€ reprise de provision pour risque de non recouvrement des aides aux postes ESAT 2022-2023 72560€ reprise de provision pour dépréciation de créances clients
Rep. prov. excep. dép. immo	8 267	8267€ reprise de provision pour dépréciation des actifs immobilisés
Total	151 089	

J. Subvention et concours publics

Les subventions et concours publics reçus sur l'exercice 2025 par nature et catégorie de financeur (CEE – Etat – Collectivités territoriales – CAF ...) sont détaillées ci-dessous :

	Etat	Collectivité				Autre	
Libellé	ARS PDL	CD49	Autres départements	Ville d'Angers	Autres communes	CAF	Autres financeurs
Concours publics	28 003 661	7 714 124	1 092 037				
Subventions fonctionnement	110 095	156 594		25 730	18 111	114 229	81 472

K. Engagements hors bilan

Cautions données et autres engagements donnés :

- ⇒ 175 000€ au 31/12/2025, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en date du 24 février 2012 à hauteur de 560 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif (objet du prêt : financement des agencements de la blanchisserie industrielle de l'ESAT Saint Lambert).
- ⇒ 221 000€ au 31/12/2025, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en date du 9 mars 2016 à hauteur de 390 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif (objet du prêt : financement de l'extension et de la mise aux normes de l'ESAT La Pommeraye),
- ⇒ 195 278€ au 31/12/2025, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en janvier 2017 à hauteur de 475 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif (objet du prêt : financement de l'extension et de la mise aux normes de l'ESAT Trélazé),
- ⇒ 300 000€ au 31/12/2025, l'Association ayant nanti des titres financiers à hauteur de 300 000€, en garantie du remboursement d'un prêt bancaire de 429 000€ contracté par la SCI Le Pigeonnier auprès du LCL en date du 26 décembre 2016, et dont le capital restant dû s'élève à 273 632€ au 31 décembre 2025 (objet du prêt : financement de l'extension et de la mise aux normes de l'ESAT Trélazé).
- ⇒ 1 101 582€ au 31/12/2025, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en date du 6 mars 2019 à hauteur de 1 500 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du LCL (objet du prêt : financement de la reconstruction de l'ESAT Avrillé).
- ⇒ 1 068 750€ au 31/12/2025, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en date du 6 mars 2019 à hauteur de 1 500 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif (objet du prêt : financement de la reconstruction de l'ESAT Avrillé).
- ⇒ 283 583€ au 31/12/2025, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Les Frères Montgolfier en date du 29 janvier 2014 à hauteur de 780 000€ dans le cadre de deux prêts bancaires auprès du Crédit Coopératif (objet des prêts : financement de l'acquisition et des agencements du bâtiment Espaces Verts de l'EA d'Avrillé).
- ⇒ 190 000€ au 31/12/2025, l'Association ayant nanti des titres financiers à cette hauteur, en garantie du remboursement d'un prêt bancaire de 380 000€ contracté par la SCI Les Frères Montgolfier auprès du Crédit Coopératif en date du 25 novembre 2019, et dont le capital restant dû s'élève à 121 899€ au 31 décembre 2025 (objet du prêt : extension du bâtiment Espaces Verts de l'EA Avrillé).

L. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite s'élève à 3 606 815€ au 31 décembre 2025, estimation basée sur le calcul réalisé en utilisant un outil ad hoc.

Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- ⇒ les éléments conventionnels de nos 4 conventions collectives appliquées (CCN 66, Métallurgie, Centres de formation, Animation)
- ⇒ l'âge de la retraite retenu est de 67 ans
- ⇒ le taux de charges sociales appliqué est personnalisé par convention collective, il ressort un taux moyen de 40%
- ⇒ le taux de rotation du personnel appliqué est de 1%
- ⇒ le taux d'actualisation des salaires appliqué est de 3%.

Concernant le taux d'actualisation financière, il s'élève à 3.96% au 31/12/2025 contre 3.38% au 31/12/2024.

En 2025, nous avons appliqué la méthode dite « du corridor » qui consiste à amortir les impacts de la variation des taux d'actualisation supérieurs à 10% de l'engagement à la clôture précédente, sur la durée d'activité moyenne résiduelle attendue des salariés.

Le montant de la provision IDR au 31/12/2024 était de 3 554 294€. Le Corridor est alors de 10% soit 355 429€. Les variations de taux (301 584€) ne conduisent pas à un impact supérieur à 10% du montant de la provision 2024.

La provision comptabilisée au titre de ces engagements de retraite s'élève à 2 944 359€.

Cette provision comptable se voit complétée par la souscription en 2016 d'un contrat de capitalisation de type IFC (« Indemnités de Fin de Carrière »), à hauteur de 500 000€ ayant une valeur actualisée au 31/12/2025 de 662 456€. Ce contrat IFC a été retraité dans les comptes consolidés 2016 en charge d'assurance-vie afin de respecter les principes comptables en vigueur.

M. Rémunération des dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération. Seuls les frais engagés sont remboursés sur la base des frais réels.

N. Régime fiscal

L'association est constituée sous la forme juridique de la loi de 1901. Elle possède une qualification d'utilité publique par la nature de ses missions d'intérêt général et son affiliation à l'UNAPEI. Il n'y a pas de fiscalité qui s'applique au titre de l'impôt sur les sociétés. Seules les plus-values financières et les revenus fonciers sont soumis à l'impôt sur les sociétés.

O. Périmètre et Résultats comptables et administratifs

Le tableau ci-après présente les contributions au résultat consolidé comptable et les résultats administratifs des établissements sous contrôle de tiers financeurs. Afin de ne pas perturber la lecture des comptes, les retraitements de consolidation ont été isolés.

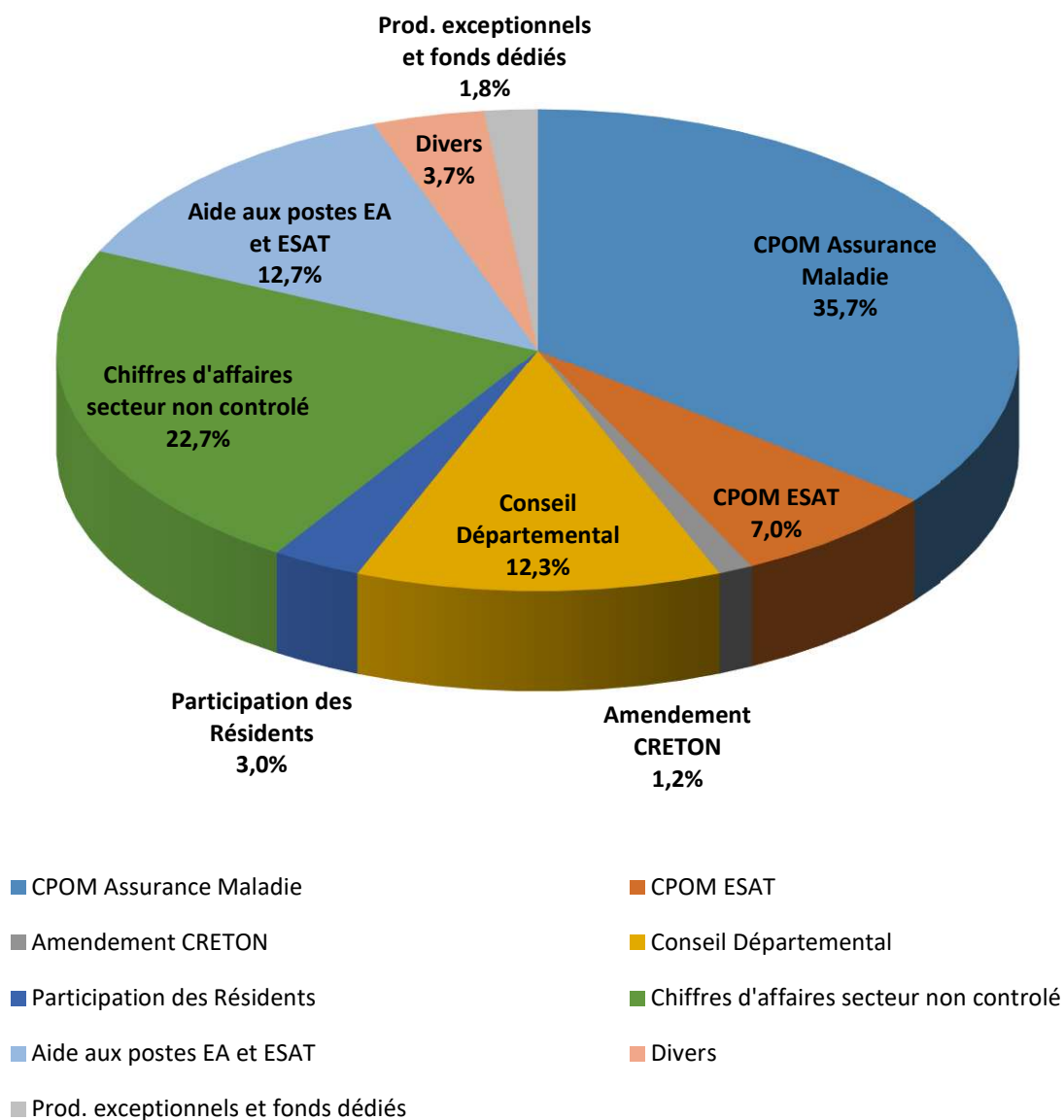
RESULTAT DES ETABLISSEMENTS DE L'ADAPEI 49 - Exercice 2025			
Etablissement	Résultat comptable	Reprise prix de journée CRETON antérieurs	Résultat administratif
IME LA RIVIERE - SEES - Cholet	182 485,83		182 485,83
IME CHANTEMERLE - SEES - Bagneux	-52 261,11		-52 261,11
IME CLAIRVAL - SEES + SIPFP - Segré	-160 834,47	90 956,35	-69 878,12
IME CHAMPFLEURY- SEES - Baugé	-91 309,40		-91 309,40
IME BORDAGE FONTAINE- SIPFP - Cholet	-542 188,94	169 729,03	-372 459,91
IME EUROPE - SIPFP - Les Ponts de Cé	95 838,17	-50 275,07	45 563,10
SESSAD APIC'S	9 522,03		9 522,03
SESSAD Cholet	712 235,44		712 235,44
SESSAD Bagneux	-50 924,46		-50 924,46
SESSAD Segré	-33 537,82		-33 537,82
SESSAD Baugé	-15 922,86		-15 922,86
SAMSAH Adapei 49 (partie Soins)	3 688,54		3 688,54
FAM La Longue Chauvière (partie Soins) - Cholet	10 840,87		10 840,87
RESULTATS CPOM ASSURANCE MALADIE	67 631,82	210 410,31	278 042,13
ESAT BPAS Cholet	-47 521,54		-47 521,54
ESAT BPAS Avrillé	68 820,60		68 820,60
ESAT BPAS Loire-Mauges - La Pommeraye	-52 814,17		-52 814,17
ESAT BPAS Saumur	-1 725,03		-1 725,03
ESAT BPAS Les Ardoisières - Trélazé	49 686,08		49 686,08
ESAT BPAS Argerie - Le Louroux Béconnais	-67 935,82		-67 935,82
RESULTATS CPOM ESAT BPAS	-51 489,88		-51 489,88
ESAT BAPC Cholet	41 131,70		41 131,70
ESAT BAPC Avrillé	201 850,18		201 850,18
ESAT BAPC Loire-Mauges - La Pommeraye	58 992,01		58 992,01
ESAT BAPC Saumur	67 166,04		67 166,04
ESAT BAPC Les Ardoisières - Trélazé	-33 705,87		-33 705,87
ESAT BAPC Argerie - Le Louroux Béconnais	-53 968,36		-53 968,36
RESULTATS CPOM ESAT BAPC	281 465,70		281 465,70
RESULTATS SOUS CONTRÔLE ARS	297 607,64	210 410,31	508 017,95
FV La Maison des Pins - La Breille Les Pins	-57 159,07		-57 159,07
FV La Longue Chauvière - Cholet	18 184,65		18 184,65
FAM La Longue Chauvière (partie Département) - Cholet	-84 492,31		-84 492,31
FH Les Résidences - Cholet	-88 793,47		-88 793,47
FH Maison de Belle Beille - Angers	-131 250,17		-131 250,17
FH L'Accueil - Doué La Fontaine	-24 544,87		-24 544,87
SAVS Cholet	-4 859,46		-4 859,46
SAVS Angers	-47 024,88		-47 024,88
SAVS Argerie	-30 354,06		-30 354,06
SAMSAH Adapei 49 (partie Département)	-4 646,72		-4 646,72
SAJE	17 216,54		17 216,54
ESCA'L	-139 455,11		-139 455,11
RESULTATS SOUS CONTRÔLE CONSEIL DEPARTEMENTAL	-577 178,93		-577 178,93
RESULTAT GESTION CONTROLEE	-279 571,29	210 410,31	-69 160,98

RESULTAT DES ETABLISSEMENTS DE L'ADAPEI 49 - Exercice 2025			
Etablissement	Résultat comptable	Reprise prix de journée CRETON antérieurs	Résultat administratif
Entreprise Adaptée Cholet	346 813,99		
Entreprise Adaptée Avrillé	166 650,78		
Entreprise Adaptée La Pommeraye	87 024,64		
Entreprise Adaptée Verrières-en-Anjou	-1 256,66		
RESULTATS EA	599 232,75		
ADAPEI FORMATION - Angers & Cholet	-131 104,29		
DEACC Emploi accompagné	-3 300,05		
PARH Pôle Appui Ressources Handicap	1 311,41		
HABITAT INCLUSIF	-13 382,60		
SIEGE SOCIAL	39 388,40		
RESULTAT AUTRES ETABLISSEMENTS GESTION PROPRE	-107 087,13		
ADAPEI 49	115 205,24		
COMITES LOCAUX	4 825,94		
RESULTATS DES INSTANCES ASSOCIATIVES	120 031,18		
RESULTAT GESTION PROPRE	612 176,80		
Reprise provision congés payés	493 119,00		
Reprise provision indemnités départ à la retraite	477 524,77		
Variation de la valorisation du contrat Indemnité Fin de Carrière	58 977,05		
Variation de dépréciation des Valeurs Mobilières de Placement	35 890,83		
RESULTAT CONSOLIDATION	1 065 511,65		
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 398 117,16		

P. Analyses des ressources

La répartition des ressources de l'Adapei 49 (produits comptables), d'un montant total de 65 601 521€ au titre de 2025 est présentée dans le graphique ci-après :

Ressources de l'Adapei 49

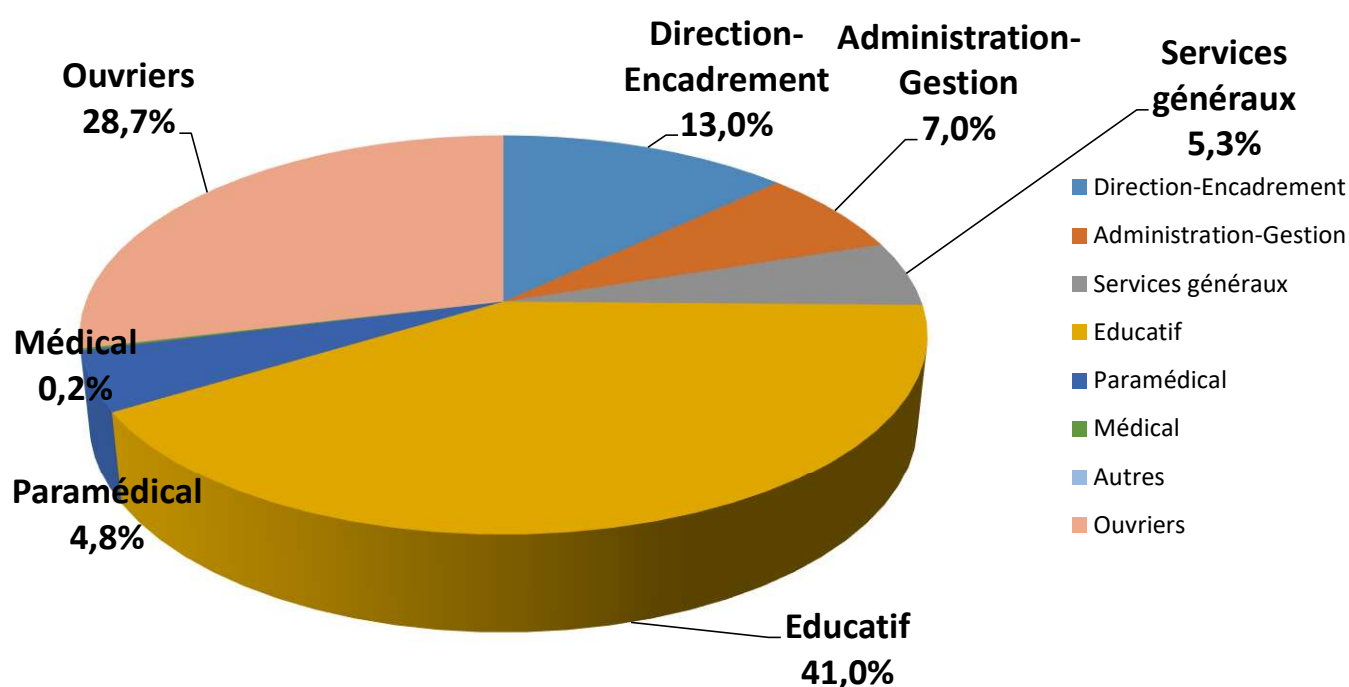


Q. Charges de personnel

Le tableau ci-après représente la répartition des salaires bruts 2025 (hors indemnités de départ en retraite, de licenciement et de rupture conventionnelle, et hors aides sur contrats) par catégorie de salariés.

L'effectif salarié présent en Contrat à Durée Indéterminée au 31 décembre 2025, hors travailleurs d'ESAT, s'élève à 874 personnes représentant 809,07 équivalents temps plein.

Répartition des salaires bruts par catégorie de personnel



Les travailleurs d'ESAT présents au 31 décembre 2025 sont quant à eux au nombre de 339 et représentent 312 équivalents temps plein.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

L'Adapei 49 détient la majorité des parts de deux SCI, comme le montre le tableau ci-après :

Nature	Valeur des titres	Pourcentage de détention	Capitaux propres avant résultat 2025	Résultat 2025
SCI Le Pigeonnier	15 245€	99,9%	-182 335€	-172 399€
SCI Les Frères Montgolfier	10 000€	99%	69 588€	21 126€

Par ailleurs, le compte courant entre l'Association et :

- ⇒ La SCI Le Pigeonnier présente un solde débiteur de 3 765 065€ dans les comptes de l'Association, ce compte courant étant rémunéré au taux annuel de 1%,
- ⇒ La SCI Les Frères Montgolfier présente un solde débiteur de 146 577€ dans les comptes de l'Association, ce compte courant étant rémunéré au taux annuel de 1%.